

Les subsides

Les femmes de 50 ans ou plus constituent, à l'heure actuelle, la catégorie de la population la plus pauvre au Canada. Et, une Canadienne sur trois est âgée de 50 ans ou plus. Faites le calcul.

Elle a continué, et je cite:

Nous, les femmes retraitées, représentons actuellement près d'un million et demi de la population canadienne. D'ici une quinzaine d'années, nous ne serons pas moins de deux millions. La vieillesse est un monde de femmes.

Nous sommes majoritairement seules, nos hommes mourant souvent les premiers, et nous sommes pauvres, plus de 70 p. 100 de veuves, de divorcées et de célibataires vivant présentement sous le seuil de la pauvreté. Pour la majorité d'entre nous, nous survivons à nos maris. Alors, près des trois quarts des femmes se retrouvent seules à la retraite. Qu'advient-il alors de notre sécurité garantie? Au décès du conjoint, point de revenu. En effet, ce ne sont pas toutes les femmes qui ont eu la chance d'avoir pour mari un travailleur protégé par un fonds de pension privé. Seulement 39 p. 100 des travailleurs aujourd'hui participent à de tels régimes. En échange d'une vie consacrée à élever des enfants et à tenir maison, aucune protection décente, et même, dans le meilleur des cas, jamais la conjointe ne touchera une rente supérieure à 60 p. 100 de ce que recevait le mari...

Monsieur le Président, comme vous pouvez le constater, ces chiffres sont alarmants et décrivent la situation dans laquelle vivent une grande majorité des personnes âgées au Canada, et malgré ces chiffres et ces réalités que le gouvernement progressiste conservateur connaît trop bien, il s'attaque à une des couches les plus vulnérables de notre société. La désindexation des pensions va perpétuer l'inégalité des Canadiens de la façon la plus régressive en rendant encore plus pauvres les personnes âgées déjà démunies. Monsieur le Président, c'est injuste et déplorable, mais c'est la réalité!

[Traduction]

Nous avons compris dès le début, sitôt que le ministre des Finances (M. Wilson) s'est rassis après avoir prononcé son discours budgétaire, à quel point ce budget était injuste. Nous nous sommes rendu compte à quel point il était manifeste que le parti qui gouverne maintenant notre pays a deux poids et deux mesures.

En bref, que contient le budget pour les riches? Chose certaine, les députés de tous les partis à la Chambre devraient rechercher l'équité dans un budget, comme le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Finances (M. Wilson) l'ont dit si souvent avant la présentation du budget. Ils nous ont invités à voir à quel point leur budget était juste. Eh bien, qu'avons-nous découvert? Nous avons trouvé dans le budget une disposition prévoyant une exemption à vie de \$500,000 sur les gains en capital. Aucun impôt minimum n'est prévu cette année. On impose bien une surtaxe aux riches, mais seulement sur l'impôt fédéral à payer. En réalité, ce que cela signifie, c'est que les riches qui savent engager de bons experts-comptables et n'ont pas à payer d'impôt, n'auront même pas à verser cette surtaxe. Nous avons trouvé dans le budget toutes sortes d'avantages taillés sur mesure pour les riches et les sociétés.

Le premier ministre a fait état des modifications apportées au régime fiscal des banques. Une nouvelle taxe minime a été décrétée, en effet, pour les banques du Canada. On a aussi relevé certains impôts des sociétés dans d'autres secteurs, mais une fois qu'on a réussi à dissiper cet écran de fumée pour savoir de quoi il retourne exactement, on constate qu'en 1990, les particuliers auront payé plus de 4 milliards de dollars en impôts supplémentaires alors que les sociétés en auront acquitté 2 milliards de moins. Aux yeux du nouveau parti démocratique, c'est de l'injustice, monsieur le Président. On accorde certains avantages aux riches et aux sociétés, mais les simples citoyens, que reçoivent-ils de l'État? Cinq cent dollars

de taxes supplémentaires à payer sur toute une gamme de produits de consommation, à partir de l'essence—une taxe qui n'entrera pas en vigueur avant le 1^{er} septembre évidemment—de l'essence, dis-je, à la nourriture pour animaux domestiques.

● (1150)

Pourtant, monsieur le Président, il nous incombe à nous législateurs dans un régime démocratique de nous servir du pouvoir politique non pas pour creuser les inégalités qui existent dans une société, mais pour les aplanir. Voilà notre mission en tant qu'élus. Nous devrions passer le plus clair de notre temps à trouver des moyens de supprimer les inégalités et les injustices sociales afin de bâtir une société plus juste pour tous nos concitoyens. Mais le budget fait exactement le contraire. Je vais ne citer que quelques mesures de ce genre qui devraient donner mauvaise conscience à tous les députés. La première est la modification apportée au régime d'épargne-retraite dont se prévalent surtout ceux qui gagnent plus de \$50,000 par année. La deuxième est l'exemption sur les gains en capital. Seulement 4 p. 100 des Canadiens, les plus riches s'entend, bénéficieront de cette aumône. Le gouvernement donne 1.5 milliard de dollars aux riches grâce à ces deux seules dispositions budgétaires. Et que fait-il pour les retraités? Il leur prend 1.6 milliards de dollars. Il leur enlève 1.6 milliards de dollars pour pouvoir remettre 1.5 milliard aux plus riches.

Monsieur le Président, la devise des conservateurs est simple: Prendre aux plus pauvres pour donner aux plus riches. C'est leur notion de la justice. Je répète ce que j'ai déjà dit l'autre jour que le budget actuel pressure les plus pauvres pour contenter les plus cupides.

Les Canadiens doivent faire bloc pour exprimer leur sentiment de révolte. C'est ce qu'ils font en nombre sans cesse plus grand à travers tout le pays. Mais il va de soi que le gouvernement n'admettra pas ouvertement quel genre de politique il pratique. Il ne veut pas admettre publiquement que le budget actuel constitue un transfert net de la richesse, mais des pauvres vers les plus riches. Il ne veut pas admettre que c'est injuste et c'est pour cela qu'il trouve toutes sortes d'excuses. Nous n'avons pas cessé d'en entendre depuis le soir du dépôt du budget. La première, aussi incroyable qu'elle puisse paraître, monsieur le Président, c'est que les retraités se sont prononcés en faveur de ces restrictions. Les députés s'en souviennent d'avoir entendu le gouvernement le dire. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp), le ministre des Finances et le premier ministre sont tous intervenus pour dire que les retraités souscrivaient à cette mesure. Ils veulent faire leur part pour réduire le déficit. C'est ce que les conservateurs nous ont ressassé pendant près de douze heures, je pense, jusqu'au moment où ils ont enfin pris conscience du ridicule de la situation. Ensuite, ils ont passés à un autre argument, un argument bien connu du premier ministre, en disant qu'ils n'avaient pas eu le choix. Le premier ministre a dit que chacun devait faire sa part, même les retraités.

Pourtant nous en avons proposé des options au gouvernement. Depuis dix jours, mes collègues et moi-même n'avons cessé de proposer option sur option. Nous avons dit qu'il fallait lever un impôt minimal. Il n'y a rien de révolutionnaire là-dedans. La plupart des pays prélèvent déjà un impôt minimal sur les riches. La plupart des démocraties, celles de l'Europe de